

EVOLUTION RECENTE DES PRATIQUES EN FERTILISATION SUR BLE TENDRE

- Apports et motivation en N, PK, chaulage, cultures Intermédiaires –

Christine LE SOUDER, ARVALIS Institut du Végétal

Depuis quelques années, les agriculteurs évoluent dans un contexte particulièrement mouvementé, entre évolutions réglementaires, variation du prix des intrants et volatilité des prix de vente (céréales). L'évolution des pratiques de fertilisation des agriculteurs sur blé tendre, ainsi que leurs motivations sont examinées à travers différentes enquêtes.

D'une part des enquêtes représentatives, avec celle, nationale, du SSP sur les « Pratiques culturales », celle, annuelle, de France Agri Mer sur 4 départements du centre nord de la France, et celle de l'UNIFA sur les livraisons d'engrais, permettent de quantifier et relativiser les pratiques au cours des années.

D'autre part des enquêtes non représentatives, sur un plus faible nombre d'agriculteurs, permettent d'apporter des réponses sur les motivations et les règles de décision. Des enquêtes très récentes (2011) sur la fertilisation azotée (Nord France ou Sud France), le chaulage (Bretagne et pays de Loire) et les cultures intermédiaires (France) sont analysées.

Les apports en fertilisation azotée sur blé, dans un grand bassin parisien, sont assez stables depuis quelques années, après une hausse lors des années 1990 et un maximum atteint vers 2000-2002. Cela rejoint le résultat des statistiques de l'UNIFA sur toutes les cultures. En 2008-2009, la forte augmentation du prix des engrais tout d'abord azotés a semble-t-il eu relativement peu d'effet sur les quantités apportées la campagne suivante, malgré pourtant des intentions annoncées à la baisse. Par contre, en matière de fertilisation PK, clairement en 2009, les enquêtes s'accordent pour révéler une chute des apports, atteignant 11 kg P₂O₅/ha toutes cultures France entière (UNIFA) ou 17 kg P₂O₅ sur blé, avec 71% de non apport (France Agri Mer, sur un grand Bassin Parisien). Depuis, les quantités apportées paraissent se redresser un peu, mais peu de données existent encore hormis l'enquête UNIFA pour cette période très récente.

En matière de chaulage, une enquête réalisée auprès de 51 agriculteurs en Bretagne et Pays de Loire en 2011 (Bonnaud, 2011) a permis d'apporter quelques éléments sur les motivations et les moyens de raisonnement des apports d'amendements. Les motivations pour réaliser un chaulage sont principalement (réponses multiples possibles) :

- pour 75 % de créer les conditions favorables pour la nutrition des plantes en valorisant les éléments nutritifs, en « contribuant aux échanges entre les éléments minéraux du sol », en « aidant à satisfaire les besoins d'éléments minéraux des cultures » ;
- pour 67% de remonter le pH du sol.

Les autres réponses possibles comme améliorer l'état physique du sol, influencer l'activité biologique ou agir sur l'état de fertilité des sols à travers « l'équilibre de la CEC » ou le « complexe argilo-humique » représentent chacune moins de 25% des réponses.

Parmi les différentes sources extérieures de conseil sur le chaulage, les techniciens d'organismes économiques sont les plus présents, cités dans 73% des réponses.

La présence de cultures intermédiaires est plus ou moins récente dans les successions des cultures en particulier en fonction de présence de labour ou non. Les résultats d'une enquête réalisée par ARVALIS concernant 1038 réponses (enquête réalisée pendant l'hiver 2010-2011), publiés dans la brochure ARVALIS « Cultures intermédiaires ; impacts et conduite », montrent des motivations d'abord multiples, et ensuite largement guidées à la fois par la réglementation et l'agronomie (figure 1). Ces dernières sont principalement rencontrées dans les systèmes de culture sans labour.

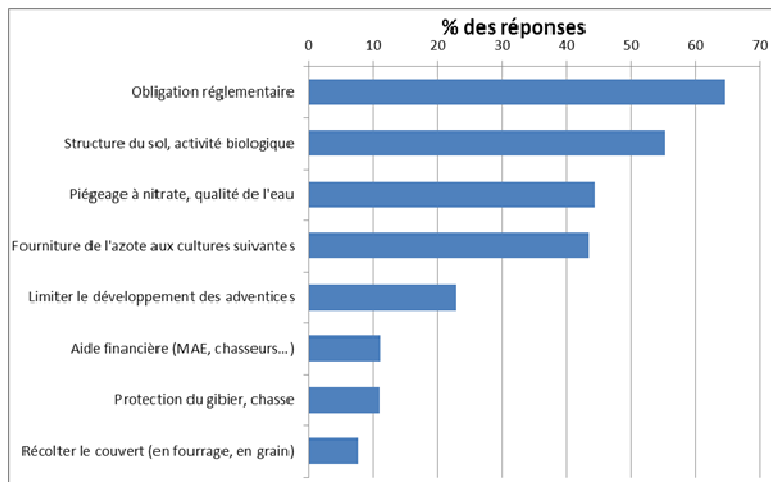


Figure 1 : Motivations à l'introduction de cultures intermédiaires (en % des réponses, réponses multiples possibles)

En matière de choix d'espèce, la moutarde est le principal couvert semé (46% des réponses). Les mélanges sont plutôt utilisés par les non laboureurs. Les critères de choix des espèces sont dans l'ordre, pour les principales réponses : le coût de la semence, la facilité d'implantation et la facilité de destruction.

Les agriculteurs s'adaptent à leur contexte à la fois réglementaire et économique. L'aspect réglementaire constitue une contrainte inévitable, dont ils cherchent à réduire l'incidence économique. Le contexte économique lui a des conséquences différentes selon le type d'intrant. En fertilisation, l'engrais PK est plus affecté que l'engrais azoté par une baisse des apports en cas de prix de l'engrais élevé. En attendant les résultats de l'enquête « pratiques culturales » du SSP réalisée cet automne 2011 pour pouvoir mesurer l'ampleur des changements pour tous les agriculteurs...

ARVALIS, 2011 – Cultures Intermédiaires ; impacts et conduite. Brochure ARVALIS août 2011, avec la participation du CETIOM, de l'ITB, de l'ITL. 234 pages.

BONNAUD Emilie, 2011 - Etat des lieux du statut acido-basique des sols de l'Ouest de la France et analyse des pratiques de chaulage des agriculteurs, mémoire de fin d'études AGROCAMPUS Ouest, 48 pages.

Christine LE SOUDER

ARVALIS – Institut du Végétal, 91720 BOIGNEVILLE
c.lesouder@arvalisinstitutduvegetal.fr

Ingénieur agronome INAPG, 1984

Thèse de Doctorat de l'INAPG « Effet d'un conditionneur minéral sur la formation des croûtes superficielles du sol sous l'action des pluies », décembre 1990.

Ingénieur spécialisée en fertilisation à ARVALIS – Institut du Végétal depuis 1991

